

Madagascar



Note @rating pays



Note environnement des affaires



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2008	2009	2010(e)	2011(p)
Croissance économique (%)	7,1	-3,7	1,5	4
Solde public/PIB (%)	-4,1	-6,1	-7,3	-4,4
Solde courant/PIB (%)	-20,6	-20,7	-14,3	-7
Dette extérieure/PIB (%)	28	31	33	35
Réserves en mois d'importations	3	2,5	3	3,5

(e) Estimations (p) Prévisions

POINTS FORTS

- Potentiel agricole important
- Quasi autosuffisance en riz, la denrée de base de l'alimentation
- Ressources minérales et hydrauliques importantes
- Potentiel touristique

POINTS FAIBLES

- Pauvreté touchant les 2/3 de la population, majoritairement rurale
- Déforestation, érosion et trafic d'espèces rares
- Sensibilité aux aléas climatiques
- Dépendance à l'aide étrangère
- Exportations peu diversifiées
- Réseaux routier, hydraulique et électrique insuffisants

APPRECIATION DU RISQUE

Malgré le gel d'une large part de l'aide extérieure, l'économie ne s'est pas effondrée

Après avoir considérablement souffert de la crise politique et de la crise économique mondiale en 2009, l'économie a légèrement progressé en 2010 grâce, notamment, à une récolte record de riz, au retour au calme tant dans l'industrie que dans le secteur informel, au paiement par la Chine d'un bonus de 100 millions de dollars pour une concession de minerai de fer, ainsi qu'à la renaissance de l'activité touristique. Ainsi, malgré le gel d'une large part de l'aide étrangère suite au coup d'Etat de mars 2009, l'économie ne s'est pas effondrée. La politique économique s'est adaptée à la nouvelle situation, ce qui a permis de limiter la détérioration des finances publiques et de contenir l'inflation. Le service de la dette extérieure a été assuré.

L'ampleur de la reprise est liée à l'évolution politique

2010 devrait confirmer l'embellie, mais l'ampleur de la reprise sera conditionnée par l'évolution de la situation politique et, par voie de conséquence, l'attitude des donateurs étrangers. En effet, à situation politique inchangée, l'activité économique restera contrainte par le gel de l'aide publique étrangère. La disparition de cette aide s'est accompagnée d'une réduction (-50%) des dépenses budgétaires d'investissement et

de maintenance, car les ressources disponibles sont consacrées au paiement des salaires des fonctionnaires civils et militaires ainsi qu'au service de la dette extérieure. Cependant, les factures des fournisseurs locaux sont payées avec retard. Seule l'aide humanitaire transitant par les organisations non gouvernementales permet de financer les dépenses sociales. Cependant, en tout état de cause, la contrainte budgétaire devrait s'alléger un peu grâce à l'accroissement des recettes fiscales induite par la progression de l'activité économique domestique, y compris dans la mine et la sylviculture.

La Banque centrale poursuivra une politique prudente, maintenant un taux directeur assurant une stabilité de l'inflation ainsi que celle du taux de change de l'ariary.

L'amélioration du solde commercial compense la réduction des IDE et de l'aide

En 2009 et 2010, le déficit commercial s'est réduit. Les importations, avec le coup d'arrêt à l'investissement public, se sont contractés beaucoup plus que les exportations. Si les ventes de produits textiles ont baissé de 20% suite à la suspension par les Etats-Unis du bénéfice de l'African Growth Opportunity Act, celles d'ilménite en provenance de la mine de Taolagnaro ont augmenté. Cette amélioration du solde des échanges commerciaux n'a cependant pu empêcher la balance globale de devenir négative du fait du gel de l'aide publique (1/2 de l'aide totale) et de l'investissement étranger, provoquant une légère augmentation de la dette extérieure. En 2011, les recettes touristiques et les livraisons de minerais devraient encore progresser, de même que celles de cacao, café, vanille et girofle. Par contre, celles de bois pourraient souffrir de la recrudescence de l'abattage et de l'expédition illégale avec la complicité de certains fonctionnaires locaux et de compagnies étrangères dans des pays peu regardants. La progression des exportations associée au bas niveau des importations devrait permettre d'alléger la contrainte extérieure.

Situation politique indécise

La situation politique a un peu évolué en 2010. Andry Rajoelina, à la tête de la Haute Administration de Transition (HAT) non reconnue par la communauté internationale depuis son avènement par le coup d'Etat de mars 2009, a fait approuver par référendum le 17 novembre 2010 (53% de participation et 74% de oui) le maintien de la HAT et un processus électoral pour 2011. Le président déchu Marc Ravalomanana et les partis d'opposition n'ont pas reconnu le processus. Pourtant, aucun des adversaires ne semble pouvoir l'emporter. Les forces de sécurité malgaches, sur lesquelles repose la HAT, pourraient imposer un compromis. La tentative de putsch militaire organisée le jour du référendum illustre la fragilité de la situation politique.

